

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

**DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION : 17 mars 2023

DATE DE PUBLICATION : 24 mars 2023

L'an deux mille vingt trois, le vingt trois mars, à 20h30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID – M. BARAY – Mme SOW – M. JOLIVET – Mme HENRY - Mme MOUTAUX - M. RENOUF – M. TAVARES – M. TOUANE - Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme RASAMOELY à Mme HEUGUES
- M. BA à M. KHALID
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme BAYRAM à Mme SOW
- Mme CAYOUX à M. RENOUF
- M. LALOT à Mme PASCAUD
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LOISEAU

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Modification de la délibération du 18/01/2022 relative à la mise en œuvre du forfait mobilités durables

OBJET :
Modification de la délibération du 18/01/2022 relative à la mise en
œuvre du forfait mobilités durables

Directeur de secteur : Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Ilda De Ferran

Mme Heugues : Par délibération du 18 janvier 2022, le Conseil municipal a instauré le « forfait mobilités durables », réservé aux agents recourant aux modes de transport durables que sont le vélo et l'autopartage pour la réalisation des trajets domicile-travail et qui effectuaient a minima 100 trajets aller-retour par an.

Le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 est venu étendre les modes de transport éligibles, réduire le nombre de trajets nécessaires pour y prétendre tout en en modulant le montant, et instaurer des moyens de contrôle par l'employeur.

Dorénavant, le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :

- soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique, **ou avec un engin personnel de déplacement motorisé non-thermique ;**

- soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Par ailleurs, le montant du forfait est de maximum 300€ par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement. Il se calcule selon une base forfaitaire correspondant à des paliers de nombre de jours d'utilisation du véhicule, à savoir :

- 100€ entre 30 et 59 jours
- 200€ entre 60 et 99 jours
- 300€ pour 100 jours ou plus.

Le bénéfice du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt par l'agent d'une déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Si l'agent a plusieurs employeurs publics, la déclaration est déposée auprès de chacun d'entre eux.

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo ou de l'engin.

Le forfait est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur. Son versement incombe à l'employeur auprès duquel la déclaration a été déposée, y compris en cas de changement d'employeur.

Pour y prétendre, l'agent devra remettre dans le courant de décembre :

- **Une attestation sur l'honneur indiquant le nombre de trajets, avec confirmation du responsable de service,**
- **Un certificat d'assurance pour l'utilisation d'engin pour lesquels une assurance est obligatoire (trotinette par exemple).**

Si l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il a bien déposé une déclaration sur l'honneur auprès de chacun d'entre eux, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chacun.

Enfin, le versement du forfait mobilités durables est cumulatif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos évoqué plus haut et régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010. (Le cas échéant).

Sur ces bases, il est proposé d'acter de la mise en œuvre des nouvelles modalités du forfait « mobilités durables » telles que prévues dans la réglementation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le code général des impôts, notamment son article 81,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1,

Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale

Vu la délibération du 18 janvier 2022,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 14 mars 2023,

DECIDE de modifier la délibération du 18 janvier 2022 relative à la mise en œuvre du forfait « mobilités durables » au profit des agents municipaux, afin d'étendre son versement selon les modalités précisés ci-dessus.

DECIDE d'instaurer un contrôle sur l'effectivité des trajets réalisés dans ce cadre, tel que précisé ci-dessus.

INSCRIT au budget les crédits correspondants,

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	33	
Votes pour	33	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,
Franck DEMAUMONT.